

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/40693]

24 FEVRIER 2021. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 novembre 1992 relatif aux armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de l'Administration des douanes et accises et aux dispositions particulières concernant la détention, la garde et le port de ces armes

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Vu la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, article 27 §1, modifié par la loi du 7 janvier 2018;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 2002 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 octobre 2019;

Vu les avis du Ministre de la Justice, donnés les 25 février 2020 et 5 janvier 2021;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné les 6 décembre 2019 et 19 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 6 décembre 2019 et 9 décembre 2020;

Vu le protocole de négociation n° C.D. 337/D/159 du Comité de Secteur II – Finances, conclu le 4 décembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 22 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 4 novembre 1992 relatif aux armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de l'Administration des douanes et accises et aux dispositions particulières concernant la détention, la garde et le port de ces armes, les mots "l'Administration des douanes et accises" sont remplacés par les mots "l'Administration Générale des Douanes et Accises".

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 29 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "l'Administration des douanes et accises" sont remplacés par le mot "l'Administration Générale des Douanes et Accises",

2^o le c) est remplacé par ce qui suit : "c) matraque télescopique,"

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, modifié par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 juin 1999, les mots "l'Administration des douanes et accises" sont remplacés par les mots "l'Administration Générale des Douanes et Accises".

Art. 4. A l'article 3 du même arrêté, les mots "Le directeur général" sont remplacés par les mots "l'Administrateur général".

Art. 5. A l'article 4 du même arrêté, les mots "au directeur général" sont remplacés par les mots "à l'Administrateur général des douanes et accises".

Art. 6. A l'article 5 du même arrêté, les mots "le directeur général" sont remplacés par les mots "l'Administrateur général des douanes et accises".

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juin 1999, les mots "la matraque" sont remplacés par les mots "la matraque télescopique".

FEDERALE OVERHEIDS DIENST FINANCIEN

[C – 2021/40693]

24 FEBRUARI 2021. — Ministerieel besluit tot wijziging van het Ministerieel besluit van 4 november 1992 inzake de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen en inzake de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, artikel 27 §1, gewijzigd bij de wet van 7 januari 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2002 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 oktober 2019;

Gelet op het advies van de Minister van Justitie, gegeven op 25 februari 2020 en 5 januari 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 6 december 2019 en 19 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 6 december 2019 en 9 december 2020;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. D.I. 337/D/159 van het Sectorcomité II – Financiën, gesloten op 4 december 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 22 januari bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In de titel van het ministerieel besluit van 4 november 1992 inzake de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen en inzake de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens, worden de woorden "de Administratie der douane en accijnzen" vervangen door de woorden "de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd door artikel 1 van het ministerieel besluit van 29 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "de Administratie der douane en accijnzen" worden vervangen door de woorden "de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen",

2^o de c) wordt vervangen als volgt: "c) telescopische wapenstok;"

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd door artikel 2 van het ministerieel besluit van 29 juni 1999, worden de woorden "de Administratie der douane en accijnzen" vervangen door de woorden "de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen".

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit, worden de woorden "De directeur-generaal" vervangen door de woorden "De Administrateur-generaal".

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit, worden de woorden "aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de Administrateur-generaal van de douane en accijnzen".

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de woorden "de directeur-generaal" vervangen door de woorden "de Administrateur-generaal van de douane en accijnzen".

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd door artikel 3 van het ministerieel besluit van 29 juni 1999, worden de woorden "de matrak" vervangen door de woorden "de telescopische wapenstok".

Art. 8. A l'article 8, alinéa 2 du même arrêté, dans le texte français, le mot "il" est remplacé par "ils".

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 9 rédigé comme suit :

"Art. 9. Pour être autorisé à porter une arme à feu et les moyens de contraintes (Pepper spray (OC), matraque télescopique, menottes), les agents de l'Administration Générale des Douanes et Accises doivent avoir réussi les tests organisés à l'issu de la formation. Le contenu de la formation est repris en annexe 1 du présent arrêté".

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10 rédigé comme suit :

"Art. 10. Les missions pour lesquelles les armes doivent ou non être portées sont décrites à l'annexe 2 du présent arrêté".

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 février 2021.

V. VAN PETEGHEM

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 24/02/2021 modifiant l'arrêté ministériel du 4 novembre 1992 relatif aux armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de l'Administration des douanes et accises et aux dispositions particulières concernant la détention, la garde et le port de ces armes.

I. Formation théorique pour les membres du personnel armés

1. La formation théorique sur le cadre légal d'utilisation de l'arme dure une demi-journée et est suivie par un test théorique. Le pourcentage minimum à obtenir est de 70%.

2. La formation théorique donne accès à la formation pratique.

En cas d'échec à l'épreuve théorique, le membre du personnel a droit à une seconde chance. S'il échoue lors de cette seconde chance, l'accès à la formation pratique lui est refusé.

L'intéressé devra attendre minimum trois années avant de pouvoir repostuler dans une fonction armée.

II. Formation pratique pour les membres du personnel armés d'une arme à feu

3. La formation pratique de base sur la maîtrise de la violence avec arme à feu dure 3 jours au total et inclut un test pratique. Le minimum de points à obtenir pour ce test est de 80%. Le contenu de la formation est défini dans la fiche de formation.

Le test pratique est constitué de trois parties : tirer, manipulation de l'arme et connaître les règles de sécurité. Le test est décrit dans la fiche de test.

Si le test est réussi, le membre du personnel armé reçoit une attestation de qualification. Chaque fonctionnaire armé doit passer une fois par an le test de qualification.

Si le membre du personnel armé échoue au test, un repêchage est prévu.

Si le membre du personnel armé échoue au repêchage, il doit refaire toute la formation (3 jours).

Si le membre du personnel armé échoue au deuxième package de formation, il doit refaire toute la formation (3 jours).

Si le membre du personnel armé échoue au troisième package de formation; le fonctionnaire est déclaré inapte pour une période de 3 ans pour le port de l'arme de service et une autre affectation lui sera donnée.

Cette procédure est valable uniquement pour la formation de base.

4. Pour les tests annuels suivants, la procédure ci-après est applicable :

- si le test est réussi, le membre du personnel armé reçoit une attestation de qualification pour un an;
- en cas d'échec, un premier repêchage est prévu;
- si le membre du personnel armé échoue au repêchage, il effectue un rappel de la formation de base;
- si le test est réussi, le membre du personnel armé reçoit une attestation de qualification pour un an;
- si le membre du personnel armé échoue au deuxième package de formation, l'arme est retirée.

III. Formation pratique pour l'armement autre que l'arme à feu

5. Les membres du personnel repris à l'annexe 2 du présent arrêté ministériel doivent suivre les formations suivantes :

- techniques de communication anti-agression;
- utilisation de la matraque télescopique;
- utilisation du Pepper spray;
- fouille et mise des menottes;

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24/02/2021 modifiant l'arrêté ministériel du 4 novembre 1992 relatif aux armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de l'Administration Générale des Douanes et Accises et aux dispositions particulières concernant la détention, la garde et le port de ces armes.

Le Vice-Premier ministre et ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 24/02/2021 modifiant l'arrêté ministériel du 4 novembre 1992 relatif aux armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de l'Administration Générale des Douanes et Accises et aux dispositions particulières concernant la détention, la garde et le port de ces armes.

I. Missions et services pour lesquels les armes de service DOIVENT être portées

1. Le port complet des armes est obligatoire uniquement pour les missions des Entités Mobiles de l'administration Operations et plus particulièrement lors des missions :

- de contrôle sur la voie publique et dans les trains;
- les motards;
- les équipes de rummage, brigade portuaire, brigade maritime;
- les équipes cynophiles;
- les équipes de surveillance situées dans les ports et aéroports;
- pool de sécurisation EMT Gosselies.

2. Le port complet des armes est également prévu :

- pour les membres du personnel des Teams de l'Administration Recherche;
- pour les moniteurs occasionnels et les instructeurs Maîtrise de la violence.

3. A côté des douaniers équipés d'armes à feu, l'Administration Générale des Douanes et Accises met sur pied des équipes armées de manière light c'est-à-dire sans arme à feu mais équipées de la matraque, de Pepper spray (OC), de menottes et de gilet pare-balles.

Il s'agit:

- des équipes de contrôle des bagages et passagers dans les aéroports;
- des équipes qui effectuent leurs tâches avec les back squatters et les équipes de scanners de conteneurs mobiles;
- les équipes des scan vans mobiles;
- les équipes contrôle d'accises.

II. Missions pour lesquelles les armes à feu PEUVENT être portées en civil

4. Sous certaines conditions, les armes à feu peuvent être portées en civil :

- pour les membres du personnel des Teams de l'Administration Recherche;
- les instructeurs Maîtrise de la violence;
- les équipes contrôle d'accises.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24/02/2021 modifiant l'arrêté ministériel du 4 novembre 1992 relatif aux armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de l'Administration Générale des Douanes et Accises et aux dispositions particulières concernant la détention, la garde et le port de ces armes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

V. VAN PETEGHEM

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 24/02/2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 november 1992 inzake de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen en inzake de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens.

I. Theoretische opleiding voor gewapende personeelsleden

1. De theoretische opleiding inzake het legaal kader wapengebruik duurt een halve dag waarop een theoretische test volgt. Het minimum te behalen resultaat voor deze test is 70%.

2. De theoretische opleiding geeft toegang tot de praktische opleiding.

Bij niet-slagen van de theoretische proef wordt één herkansing toegestaan. Bij het niet-slagen van de herkansing wordt de toegang tot de praktische opleiding ontzegd.

Betrokkene dient minimum 3 jaar te wachten alvorens zich opnieuw kandidaat te kunnen stellen voor een gewapende functie.

II. Praktische opleiding voor gewapende personeelsleden

3. De praktische basisopleiding inzake geweldbeheersing met vuurwapen duurt in totaal 3 dagen inclusief een praktische test. Het minimum te behalen resultaat voor deze test is 80%. De inhoud van de opleiding wordt vastgelegd in de daarvoor bedoelde opleidingsfiche.

De praktische test bestaat uit drie gedeelten: schieten, manipulatie van het wapen en de kennis inzake veiligheidsregels. De test wordt beschreven in een testfiche.

Bij het slagen krijgt het gewapende personeelslid een kwalificatiegetuigschrift. Elke gewapende ambtenaar zal een keer per jaar deze kwalificatietest afleggen.

Bij het niet slagen van de test is er een herkansing van de test.

Bij het niet slagen na de herkansing zal het personeelslid de volledige opleiding (3 dagen) opnieuw moeten volgen.

Indien het personeelslid in dit derde opleidingspakket niet slaagt, is hij voor 3 jaar ongeschikt verklaard voor wapendracht en zal worden nagegaan waar betrokkene kan worden tewerkgesteld.

Deze procedure is enkel van toepassing op de basisopleiding.

4. Bij de volgende jaarlijkse kwalificatiestesten is volgende procedure geldig:

- bij het slagen voor de test krijgt het gewapende personeelslid een kwalificatiegetuigschrift voor een jaar;
- bij het niet slagen van de test is er een eerste herkansing;
- bij het niet slagen na de eerste herkansing zal het personeelslid een herhaling van de basisopleiding moeten volgen.

- bij het slagen krijgt het gewapende personeelslid een kwalificatiegetuigschrift voor een jaar;

- indien het personeelslid in dit tweede opleidingspakket niet slaagt, wordt het wapen ingetrokken.

II. Praktische opleiding voor wapens andere dan een vuurwapen

5. De personeelsleden hernoemen in bijlage 2 van huidig besluit moeten de volgende opleidingen volgen:
- communicatie technieken in het kader van anti-agressie;
 - gebruik van de telescopische wapenstok;
 - gebruik van de pepperspray;
 - fouilleren en aanbrengen van handboeien;

Dient om als bijlage gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 24/02/2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 november 1992 inzake de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen en inzake de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens.

De Vice-eersteminister en minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 24/02/2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 november 1992 inzake de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen en inzake de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens.

I. Opdrachten en diensten waarvoor de dienstwapens MOETEN worden gedragen.

1. De volledige wapendracht is alleen verplicht voor opdrachten van de mobiele entiteiten van de administratie Operaties en meer in het bijzonder tijdens de volgende opdrachten:

- controle op de openbare weg en op de trein;
- de motards;
- het rummageteam, de havenbrigade, de maritieme brigade;
- de hondenteams;
- de bewakingsteams in de havens en luchthavens;
- de beveiligingspool te Gosselies.

2. De volledige wapendracht is ook voorzien voor :

- de personeelsleden van de teams van de administratie Opsporing;
- de occasionele monitoren en de lesgevers Geweldbeheersing.

3. Naast de met vuurwapens uitgeruste douaniers voorziet de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen ook in "light" bewapende teams, dit wil zeggen zonder vuurwapens maar uitgerust met een wapenstok, een pepperspray, een set handboeien en een kogelwerende vest.

Het betreft:

- de teams passagiers- en bagagecontrole op de luchthavens;
- de teams die hun taken uitvoeren met de backscatter en de teams voor de mobiele containerscanners;
- de teams van de mobiele scanvans
- de accijnscontroleteams

II. Opdrachten waarvoor de vuurwapens in burger MOGEN worden gedragen

5. Onder bepaalde voorwaarden mogen de vuurwapens in burger worden gedragen:

- voor de personeelsleden van de teams van de administratie Opsporing;
- de instructeurs geweldbeheersing;
- de accijnscontroleteams.

Dient om als bijlage gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 24/02/2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 november 1992 inzake de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen en inzake de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens.

De Vice-eersteminister en minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE FEDERAL DES PENSIONS

[C – 2021/20465]

22 FEVRIER 2021. — Arrêté du Comité de gestion portant fixation du plan du personnel 2021 pour le Service fédéral des Pensions

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Vu la loi du 18 mars 2016 portant modification de la dénomination de l'Office national des Pensions en Service fédéral des Pensions, portant intégration des attributions et du personnel du Service des Pensions du Secteur public, des missions "Pensions" des secteurs locaux et provinciaux de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale et de HR Rail et portant reprise du Service social collectif de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale;

FEDERALE PENSIOENDIENST

[C – 2021/20465]

22 FEBRUARI 2021. — Besluit van het Beheerscomité tot vaststelling van het personeelsplan 2021 van de Federale Pensioendienst

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Gelet op de wet van 18 maart 2016 tot wijziging van de benaming van de Rijksdienst voor Pensioenen in Federale Pensioendienst, tot integratie van de bevoegdheden en het personeel van de Pensioendienst voor de Overheidssector, van de opdrachten "Pensioenen" van de lokale en provinciale actoren van de Dienst voor de Bijzondere sociale zekerheidsstelsels en van HR Rail en tot overname van de gemeenschappelijke sociale dienst voor de Bijzondere sociale zekerheidsstelsels;